

Discours de SEM Dhoahir Dhoulkamal,
Ministre des Affaires étrangères et de la
Coopération internationale, chargé de
la Diaspora et de la Francophonie

**Conseil extraordinaire des Ministres
de la Commission de l'Océan Indien**

Saint-Denis, 26 novembre 2021

Ile de la Réunion

Monsieur le Président du Conseil des Ministres de la COI,

Excellences messieurs les Ministres des Affaires étrangères de la République de Madagascar et de la République de Maurice,

Monsieur l'Ambassadeur de la République des Seychelles auprès de la République d'Afrique du Sud, et Chef de la délégation seychelloise,

Madame la Présidente du Conseil régional de la Réunion,

Monsieur le Président du Conseil départemental de la Réunion,

Madame et Messieurs les Officiers permanents de Liaison,

Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien,

Mesdames et messieurs les représentants des observateurs et des partenaires de la COI,

Honorables invités, en vos rangs, grades et qualités,

Mesdames et Messieurs,

Il m'est très agréable de prendre part aujourd'hui, à cette session extraordinaire du Conseil des Ministres de la Commission de l'océan Indien, dans cette île magnifique de la Réunion.

Je voudrais alors saisir cette occasion pour remercier les autorités de l'île de la Réunion, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité offerte à ma délégation depuis notre arrivée dans cette belle île.

Je profite également de cette opportunité pour remercier toutes les équipes du Secrétariat Général qui n'ont ménagé aucun effort pour prendre les dispositions techniques et administratives nécessaires à la tenue de cette réunion.

Dans ce même élan, je voudrais souhaiter la bienvenue dans notre famille indianocéanique, à mon frère Patrick RAJOELINA, le nouveau Ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, la Grande-île, dont l'apport dans cette coopération

régionale est conséquente, notamment dans le cadre du programme de sécurité alimentaire dans la région COI.

Monsieur le Président,

A l'entame de mon propos, je voudrais commencer par un hommage mérité à deux grandes figures de l'idéal indianocéanique, qui nous ont quitté au cours de cette année.

Il s'agit de l'Amiral Didier Ratsiraka, ancien Président de la République de Madagascar et de Sir Anerood Jugnauth, ancien Président et Premier Ministre de la République de Maurice.

Ces deux personnalités politiques ont marqué l'histoire de notre organisation, par des actions d'envergures régionale et continentale.

Je joins mes prières à celles de leur famille et de leurs proches, pour que leur âme repose en paix. Amen !

Mesdames et Messieurs,

Dans mon discours d'ouverture du 35eme Conseil des Ministres de notre Organisation, le 20 mai dernier, au lendemain de l'Ide El-Fitr, j'ai formulé le vœu que la prochaine réunion de notre Conseil, se tienne dans de meilleures conditions de rapprochement et de convivialité. Je voudrais donc rendre grâce à Allah, le Miséricordieux, d'avoir entendu cette prière, qui laisse présager un retour progressif à nos habitudes.

La situation sanitaire reste inquiétante mais je reste confiant que nos Etats, avec l'appui constant de nos partenaires techniques et financiers, pourront réussir à combattre ce fléau dans la sous-région.

Je tiens ainsi à saluer l'initiative de la présidence française en exercice, de convoquer cette réunion extraordinaire, consacrée notamment à la relance économique, dans le contexte de sortie de crise de la pandémie de Covid-19.

Cette reprise de l'activité économique de la région ne peut, cependant, s'inscrire de manière durable qu'avec un dispositif de

santé régional, capable de contrôler et maîtriser la propagation des épidémies dans nos pays respectifs.

Dans cette dynamique, il convient de relever la nécessité d'œuvrer ensemble pour la pérennisation du bras technique santé de la COI, l'Unité Veille Sanitaire, la mise en œuvre du plan régional de relance économique et le plan d'action régional de l'économie bleue, adoptés lors du dernier Conseil, sous la présidence comorienne.

C'est dans cette voie, me semble-t-il, que nous pourrons repartir sur de nouvelles bases d'espérance et d'espoir, en associant toutes les forces vives, notamment les femmes et les jeunes de notre région.

Mesdames et Messieurs,

La lutte contre la pandémie de Covid-19 est devenue, à juste titre, une priorité dans notre action régionale, mais il n'en demeure pas moins que l'évolution institutionnelle de notre Organisation, doit rester sur nos agendas comme le nouveau cap d'une nouvelle vision stratégique et de développement de la région.

Tous les chantiers mis en perspective ne pourront être réalisés que par la mise en place d'une architecture institutionnelle performante de notre organisation, une modernisation et une mise aux normes du Secrétariat Général, avec des capacités humaines, techniques et financières innovantes.

L'Union des Comores qui a déjà ratifié, depuis l'année dernière, l'Accord de Victoria révisé, avait d'ailleurs fait de la révision des textes d'application de cet accord, une des priorités de sa mandature.

Le Secrétariat Général, dans son rôle d'exécution des visions des Etats membres, doit pouvoir répondre aux attentes et aux objectifs que nous nous sommes fixés, afin que notre architecture institutionnelle soit en adéquation avec nos ambitions et nos projets.

Il doit pouvoir se consacrer aux missions qui lui sont dévolues par les textes constitutifs de la COI, sans plus vouloir les confondre avec les prérogatives des Etats membres.

Mon pays, l'Union des Comores, a toujours été à l'avant-garde du respect des instruments juridiques et des décisions prises, et se réserve le droit de faire valoir son statut, chaque fois que la souveraineté des Etats sera compromise dans notre organisation.

C'est à ce titre que le Gouvernement comorien tient à réitérer sa profonde préoccupation par rapport aux capacités fonctionnelles du Secrétariat Général de la COI, au regard des ambitions et des horizons d'attente des États membres.

Il souhaite que la question du bon fonctionnement de notre organe exécutif, soit prise en considération par nos Instances, toujours dans cet esprit d'évolution institutionnelle à laquelle nous aspirons tous.

Je reste, en même temps, persuadé que le parachèvement du processus d'évolution institutionnelle, la création d'une unité juridique et du poste de Secrétaire Général adjoint, faciliteront la réalisation de cette vision.

Mesdames et Messieurs

La vie politique et diplomatique régionale et internationale, a repris son cours, ces 3 derniers mois, notamment à Lilongwe pour la SADC, à Glasgow pour le Sommet Mondial sur le climat, à Paris pour le Sommet sur la paix et au Bangladesh pour l'IORA.

Mon pays qui a pris part à tous ces rendez-vous importants, a souligné, à ces différentes occasions, l'impérieuse nécessité de concilier le développement économique, avec les valeurs fondamentales de la paix, de la sécurité et de la stabilité, de lutte contre le réchauffement climatique et du renforcement de la solidarité internationale.

Située dans une zone hautement stratégique, aux confluences géopolitiques des Grandes Puissances et des mouvements économiques mondiaux, l'Union des Comores reconforte son rapprochement géographique et diplomatique avec le Continent africain, les grands ensembles arabes et musulmans et les pays de la sous-région.

Elle inscrit sa nouvelle vision, par cette démarche, dans les valeurs de paix, de sécurité et de stabilité, gages du développement économique.

Une attention particulière est accordée aux problématiques liées aux enjeux multiples du canal de Mozambique, avec un accent sur la lutte contre la cybercriminalité qui devrait être une de nos priorités, en matière de veille sécuritaire.

Mesdames et messieurs,

Dans le cadre de la coopération bilatérale, une forte volonté, exprimée au plus haut niveau du Gouvernement comorien, va dans le sens du raffermissement des liens de fraternité et d'amitié qui existent, si heureusement, avec les Etats de Madagascar, de Maurice et des Seychelles,

La coopération de proximité que mon pays entretient également avec l'île de la Réunion, ce bout de terre française et européenne, peut également servir de levier pour nos voisins, afin de mieux s'intégrer dans cette vision globale.

Sur le plan national, le Chef de l'Etat comorien, SEM AZALI Assoumani, a lancé un appel au dialogue, à tous les acteurs politiques et à la société civile. Cette démarche inclusive et participative, a pour objectif de promouvoir une réconciliation nationale et une consolidation des acquis de la réforme institutionnelle mise en place par le référendum de 2019.

Je fais donc appel à tous les pays amis et aux partenaires de la COI, pour encourager et accompagner ce processus qui garantira la paix et la stabilité dans notre pays.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier le Comité des Officiers permanents de Liaison, pour le travail remarquable, accompli au quotidien et dans le cadre de la préparation de cette session extraordinaire de notre Conseil.

Vive la coopération régionale

Je vous remercie.

